

Macron : derrière la prétendue modernité, mépris de classe et vieilles recettes



Emmanuel Macron est ce soir à Quimper.

Annoncé comme celui qui porterait le renouveau de la politique française.

Ce tour de passe-passe politico-médiatique fait furieusement penser à la célèbre phrase du neveu du prince Salina dans « Le Guépard » de Giuseppe Tommasi di Lampedusa, magnifiquement adapté au cinéma par Luchino Visconti : « Il faut que tout change pour que rien ne change ».

Car ce qui est au cœur de l'opération Macron, c'est bien la poursuite et l'accentuation de la domination du capital sur notre société.

Derrière ses apparences de jeune homme bien sous tous rapports et son sourire de premier de la classe, Emmanuel Macron reproduit les principales caractéristiques de ceux (car ce sont bien souvent des hommes) qui passent avec aisance du service des grands intérêts privés aux bureaux ministériels ou présidentiels, et vice-versa, usant sans retenue des réseaux de pouvoir, et arrondissant au passage leur fortune personnelle.

Il en a le mépris instinctif et constant pour le peuple : après les ouvrières de Gad traitées d'« illettrées », il y eut lors de la loi travail cette interpellation d'un manifestant « Vous n'allez pas me faire peur avec votre tee-shirt, la meilleure façon de se payer un costard c'est de travailler », s'attirant la réponse « Je ne demande que ça ». Et récemment encore, dans le Pas-de-Calais, il stigmatisait l'alcoolisme et le tabagisme des habitants du bassin minier...

Il veut apparaître comme un homme neuf, mais cet ancien énarque, inspecteur des finances, a participé dès 2007 à la commission Attali, avant d'être successivement banquier d'affaires chez Rothschild en 2008 puis associé-gérant, secrétaire général adjoint de l'Élysée en 2012 auprès de François Hollande (Fillon avait aussi envisagé d'en faire son directeur-adjoint de cabinet en 2010...), ministre de l'Économie dans le 2ème gouvernement Valls en août 2014.

Parcours très classique pour les hommes de pouvoir.

Dans tous ces postes, dans l'ombre ou en pleine lumière, il a participé aux côtés de Hollande et de Valls, à l'élaboration des lois désastreuses du quinquennat : ANI, CICE, loi Macron, loi travail...

Il a été l'un des acteurs majeurs de la dérégulation de notre société, de son « ouverture » au libéralisme, pour le plus grand bonheur du MEDEF.

Le prix à payer pour la population, en a été le chômage et l'austérité, la régression sociale,

l'affaiblissement des services publics. Le nom de Macron a été notamment associé au travail du dimanche, et à la mise en concurrence du service public ferroviaire par le car, au mépris de la sécurité et de l'écologie.

Il propose la suppression des cotisations sociales et une sécurité sociale a minima, financée par une hausse de la CSG, désresponsabilisant les entreprises...Autrement dit un nouveau détournement de la rémunération directe et indirecte du travail vers le profit, et une fragilisation de la Sécu qui dépendrait du budget de l'État.

Reniant ainsi l'héritage de 1945 évoqué dans le film « La Sociale », il rejoint Fillon et les Le Pen père et fille qui eux aussi veulent fiscaliser la protection sociale. Cela se traduirait par une moindre protection sociale à un coût plus élevé.

Emmanuel Macron qui a osé intituler son livre « Révolution » est bien un représentant des forces les plus rétrogrades.

Son rôle dans cette campagne présidentielle est d'essayer de dévoyer les aspirations au changement.

Les Français ont soif d'un vrai renouveau politique, de démocratie citoyenne, d'égalité, de services publics de qualité, de sécurisation de l'emploi, de progrès social et écologique. Ce sont ces objectifs que les communistes porteront dans les élections présidentielles et législatives.

Yvonne Rainero

le 16 janvier 2017